

179

SANTÉ16

Consultation sur le développement durable
de la production porcine au Québec

6211-12-007

Semaine du 22 juin 2000 -Supplément Bretagne Nouvel Obs –
Dossier - Spécial BretagneMarées noires, algues vertes, eaux nitratées, déchets
nucléaires...

Pollutions des Bretons accusent !

Dossier

Recherchez dans
le numéro en cours :

Chercher

Le malheur des uns ferait-il le bonheur des autres ? Dans les journaux, les offres de location pour les vacances débordent de mentions accrocheuses « Côtes-d'Armor, pas de marée noire ! ». Au même moment, une campagne nationale initiée par le même département vante, fort opportunément, l'authenticité de ses rives intactes alors que ses voisins du Sud se débattent contre le pétrole de « l'Erika ». Désarçonnés par tant de culot ou d'inconscience, les écologistes du coin sourient en haussant les épaules « Des marées noires, nous, on en a tous les jours, mais chez nous elles sont vertes ! »

Certes, il est vrai, le printemps a été maussade et les algues vertes qui prolifèrent d'habitude sous l'effet conjugué de l'azote et du soleil n'ont pas encore fait, en cette fin de mai, leur apparition. Mais ne rêvons pas : depuis vingt-cinq ans, elles n'ont jamais raté le rendez-vous, ourlant la côte d'un liseré vert nauséabond qui pourrit et fait fuir les touristes. Parmi les plus touchées : les plages des Côtes-d'Armor, sinistrées aux deux tiers. « En Bretagne, une cinquantaine de sites sont concernés, de Saint-Briac à Concarneau », constate Michel Merceron, responsable du programme Marées vertes à l'Iframer. L'invasion épargne pour l'instant le Sud-Finistère et le Morbihan. « Les algues ont besoin de lumière et les eaux charriées par les rivières du coin sont trop sombres. » Pas de quoi se rassurer : les chercheurs qui travaillent depuis quinze ans sur le phénomène ont observé récemment que le nombre de sites tend à augmenter et que le stock d'algues s'étend aussi bien au large qu'en profondeur. Au point de gêner le travail des pêcheurs et des conchyliculteurs.

On a longtemps barguigné pour savoir qui, du phosphore des villes ou du nitrate des champs, devait être désigné comme responsable. Les stations d'épuration défectueuses des agglomérations auraient fait des coupables idéales. Pourtant, après quelques années de recherche, le verdict des scientifiques est tombé : la pollution est d'origine agricole... à 75%. Le problème, amplement décrit depuis fort longtemps, tient en quelques chiffres accablants. En cinquante ans, la Bretagne s'est hissée au rang de première région agricole française : sur 8% de la surface hexagonale, on a entassé 19% des vaches laitières, 56% des porcs, 50% des volailles. Rien que les 9 millions de porcs bretons génèrent une pollution qui équivaut à celle d'une agglomération de 20 millions d'habitants ne possédant pas de station d'épuration... Et ce n'est pas tout. Véritables stakhanovistes, les agriculteurs bretons utilisent deux fois plus d'engrais minéral

que leurs voisins de Normandie et des Pays de Loire. Résultat : chaque année, les rivières bretonnes charrient sur les côtes environ 400 000 tonnes d'azote.

Les héros du « miracle breton » ont très mal pris - c'est peu de le dire - le fait de se retrouver sur le banc des accusés. Aussi, depuis dix ans, les élus des départements et de la région ont lancé de grands programmes de reconquête de l'eau (Bretagne Eau Pure) mais en prenant bien soin de ne pas entraver les pratiques agricoles et le développement ininterrompu des élevages. Bilan ? Très coûteux et pratiquement nul. Chaque année, la teneur en nitrates augmente d'un à trois milligrammes par litre. Et il y a peu de chances pour que les chiffres de 1999, présentés d'ici la fin du mois, marquent un renversement de tendance.

« L'image de marque de la Bretagne, fondée sur son authenticité et ses milieux naturels, finira par en pâtir », assure François de Beaulieu, secrétaire général de Bretagne vivante, la fédération régionale des associations de défense de l'environnement. Déjà, le président du conseil général des Côtes-d'Armor, Claudy Lebreton déplore que le département « soit trop souvent associé aux algues vertes et à la pollution ». Le tourisme, première activité économique en valeur ajoutée - 12 milliards de francs de chiffre d'affaires -, est dans l'oeil du cyclone. Toutefois on aura du mal à trouver un seul responsable du secteur pour s'appesantir sur le sujet. « Lorsque nous avons voulu engranger des données pour quantifier l'impact des marées vertes, raconte Michel Merceron, d'Ifremer, nous nous sommes heurtés à un mur. Dix-neuf communes des Côtes-d'Armor sont concernées par le phénomène mais neuf seulement l'ont signalé dans une enquête. » Pour se faire une idée des retombées à long terme on peut toujours aller faire un tour du côté de Saint-Michel-en-Grève, au fond de la baie de Lannion, victime d'imposantes marées vertes. « Véritable lieu de désolation », selon Louis Le Pensec, ancien ministre de l'Agriculture. Cette petite station balnéaire a vécu la fermeture de cinq de ses six hôtels suite à la désaffectation des touristes. À Binic, dans la baie de Saint-Brieuc, les édiles ont choisi de porter le débat sur la place publique et commencent à s'en mordre les doigts. Interpellant la ministre Corinne Lepage lors d'un voyage officiel, prenant la tête d'un collectif de communes victimes de la pollution, ils ont accueilli en 1998 une grande manifestation de consommateurs, d'agriculteurs et d'écologistes qui dénonçaient la situation. « Nous nous sentions écrasés par le lobby agricole, abandonnés par l'Etat qui continue à autoriser l'agrandissement des élevages industriels. Nous avons voulu rééquilibrer la situation », explique René Nicolas, adjoint à l'environnement. La préfecture a fait pression pour empêcher la constitution du collectif, qui s'apprêtait à porter plainte. Et Binic, désormais seule en première ligne, est devenue pour les médias la « capitale des algues vertes ». Une contre-publicité dont elle se serait fort bien passée...

Du côté de l'eau de consommation, pas de quoi pavoiser non plus. En vingt-cinq ans, en eaux brutes, la teneur moyenne en nitrates est passée de 10 à 40 milligrammes par litre. Problème particulièrement aigu en Bretagne, région pauvre en nappes souterraines et où 80% des captages se font à partir des cours d'eau et des barrages de retenue. Ainsi en 1998, l'eau de près de la moitié de ces captages a dépassé au moins une fois dans l'année la norme de potabilité ; chaque année, des dizaines d'entre eux doivent être abandonnés. Si désormais deux Bretons sur trois ne boivent plus que de l'eau en bouteille, la mauvaise qualité de la ressource naturelle représente une contrainte grandissante pour les industriels. En 1998, sur plainte d'acheteurs allemands, le géant de la volaille Charles Doux avait été condamné par la justice : il utilisait de l'eau impropre à la consommation pour nettoyer les carcasses de ses poulets. Aujourd'hui, les élevages disposent de leurs propres stations d'épuration. Quant aux usines agroalimentaires, elles procèdent à des forages souterrains. « C'est complètement paradoxal, s'indigne Gilles Huet, secrétaire général d'Eau et Rivières de Bretagne. On a engagé des investissements gigantesques et aujourd'hui, l'eau ne sert à alimenter ni les populations ni les industriels.

Confrontées à des pertes de recettes considérables, les collectivités locales vont se retourner une fois de plus vers les particuliers. Plus les industriels se détournent de l'eau du réseau, plus les particuliers subiront les augmentations. »

La détection récente de pesticides à des taux tout à fait élevés risque de remettre en cause ce bricolage de fortune. L'usage immodéré de ces molécules par les services techniques des collectivités locales, obsédées par le désherbage, et la généralisation de la culture du maïs-fourrage, très gourmande en produits phytosanitaires, favorisent une nouvelle pollution qui ne laisse pas d'inquiéter les industriels. Dans une note interne consacrée à la question, la direction de Coopagri, la première coopérative bretonne - 28 000 agriculteurs et 4 000 salariés - relève que la situation des eaux bretonnes « pourrait déboucher sur un boycott des produits bretons par les consommateurs. On imagine sans peine les conséquences sur une économie régionale dont un des piliers est justement l'agroalimentaire ». Dans ce milieu, ces vérités s'expriment de façon discrète, voire confidentielle, pour ne pas provoquer des mouvements de panique chez les consommateurs. Bernard Blay, directeur général d'Entremont - qui possède six unités en Bretagne et fait vivre 4 000 producteurs de lait et 1 000 salariés -, a choisi de rompre l'omerta en accordant à « Ouest-France », en mars 1998, une interview qui a fait du bruit. « Nous avons des problèmes pour nous approvisionner en eau car on y retrouvait de l'atrazine, précise-t-il. J'ai expliqué qu'il faudrait arrêter cette folie du maïs encouragée par l'Etat et l'Europe. D'autant que la qualité du lait des vaches nourries à l'herbe est infiniment supérieure. Les Bretons devraient comprendre : nous avons déjà dû abandonner le beurre label rouge Le Gall car nous ne pouvions plus assurer le cahier des charges. » À l'époque, ce discours avait soulevé l'incompréhension et la colère de la profession agricole qui n'entendait pas changer ses habitudes.

« Ici, le premier qui parle est fusillé », constate l'économiste Renaud Layadi (voir p. V). Pour avoir dénoncé les violences du lobby porcin, Marie-Reine Tillon, conseillère générale des Côtes-d'Armor (voir p. IX), en sait quelque chose. Etrange climat que celui qui pèse aujourd'hui sur la société bretonne. Beaucoup de clignotants de l'économie sont passés à l'orange, quand ce n'est pas au rouge. Les crises des marchés du porc et de la volaille ont consacré l'échec de l'agriculture intensive et de la course au rendement et à la concentration. Avec 40% de la production avicole nationale, 11 % de la production européenne, la Bretagne est « le » poulailler de l'Hexagone. Mais aujourd'hui des milliers d'éleveurs, poussés des années durant à une production de masse par des grands groupes privés, abandonnés dès que la concurrence a pointé son nez et que les subventions bruxelloises ont baissé, mettent la clé sous la porte (voir l'histoire de René Duault, p. VII). Pourtant les dirigeants agricoles, soutenus jusqu'alors par l'Etat, se crispent sur leurs acquis, refusent de remettre en cause le système qui leur a si bien réussi et laissent leur base, en plein désarroi, subir de violentes critiques. S'ils reconnaissent du bout des lèvres leur responsabilité dans la pollution, ils plaident pour des solutions improbables qui ne modifient pas le mode de production : usines à gaz miracle qui dénitrifieront le lisier pour un coût prohibitif (payé par le contribuable), mise au point génétique de porcs produisant moins de déjections, voire recherche de molécules destinées à parfumer les encombrants déchets ! Le maintien de l'emploi, préviennent-ils, est à ce prix. Les consommateurs, fatigués de payer pour une eau imbuvable, se lancent maintenant dans des procès - qu'ils gagnent - contre les sociétés distributrices et organisent des grèves des factures. Pris entre deux feux, les politiques, conscients des impasses du système, répugnent à arbitrer entre les différentes composantes de la société et ne paraissent pas encore avoir trouvé le chemin de la sortie. Pour prévenir la grogne, les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement ont tenté, sans succès, d'étouffer un rapport accablant (1) sur les conditions de mise en oeuvre du PMPOA (plan de maîtrise des pollutions d'origine agricole, lancé en 1994). Dans la même veine cachottière, la région vient de renoncer pour la deuxième année consécutive à rendre publique les

résultats d'une vaste enquête d'opinion portant sur la question de l'eau. L'avis des ménages bretons est-il à ce point négatif qu'on ait besoin de le cacher ? Dans cette situation de conflits et de blocages, c'est du côté de la société civile que semblent se dessiner des pistes d'avenir. « Quelque chose d'important est en train de se passer, assure Jean-Claude Pierre, fondateur d'Eau et Rivières de Bretagne. Des dizaines d'élus commencent à se dire qu'il n'est plus possible de voir les productivistes casser les gares et les préfectures, et réclamer en permanence des aides alors que le système élimine petit à petit les agriculteurs. Le monde agricole lui-même, monolithique en apparence, commence à se lézarder. Une frange de petits agriculteurs se détournent de leurs dirigeants. » « C'est bien parce qu'une grande majorité de ceux-là avaient saisi les limites du système dominant qu'ils ont permis la victoire de la Confédération paysanne dans le Finistère », note François de Beaulieu.

C'est précisément pour fédérer ces énergies que s'est créé, il y a trois ans, le réseau Cohérence (voir l'interview de son président, p. XII) qui essaime sur le Grand Ouest et regroupe 75 associations (2) de consommateurs, d'agriculteurs et d'écologistes ainsi que des professionnels de la santé. Son objectif : trouver ensemble des solutions. « Tout le monde ou presque a dans sa famille, chez ses voisins, des gens qui travaillent dans l'agriculture ou l'agroalimentaire, explique Gilles Huet. Nous voulons aider l'agriculture régionale à restaurer sa situation à la condition que ce soit efficace. » Dans les commissions de bassins versants (programme Bretagne Eau Pure), les représentants de Cohérence exigent de l'Etat qu'il s'engage à assurer le respect de la loi - ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Mais aussi qu'on impose une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires (pesticides et engrais). Dans la mise en place des contrats territoriaux d'exploitation (CTE), un dispositif essentiel de la loi d'orientation agricole conçue par Louis Le Penec, ils ont engagé un véritable bras de fer avec les chambres d'agriculture. Ces dernières, poussées par la FNSEA, font le forcing pour vider ce contrat de tout contenu et obtenir que le maximum d'agriculteurs puissent bénéficier des aides publiques. Une position qui se heurte à un front commun : consommateurs et élus du conseil général dans le département des Côtes-d'Armor, en pointe sur les problèmes de pollutions.

Une contestation, mais aussi des propositions : les associations du réseau Cohérence rédigent un ambitieux cahier des charges pour une production de porcs selon les critères du développement durable. L'engraissement se ferait par exemple sur paille. Soit une alternative particulièrement intéressante au caillebotis des élevages industriels. « Après des années de tâtonnements, sans aucun soutien des organismes officiels, la technique des porcs sur paille est enfin au point, se réjouit André Pochon, le fondateur du Cedapa, pionnier du développement durable breton. Elle demande moins de travail pour l'éleveur, moins de médicaments. Et la qualité de la viande est meilleure. Surtout, une étude de l'Inra démontre que cette méthode permet d'éliminer jusqu'à 80% de l'azote qu'on retrouve dans les déjections. »

Paradoxe : avec ses 655 fermes en agrobiologie, la Bretagne est aujourd'hui la première région française sur ce créneau. Elle a produit 15 millions de litres de lait en 1998. Une soixantaine d'entreprises transforment les matières premières biologiques en produits laitiers, jambons, viandes découpées, biscuits, etc. Bretagne Viande Bio (BVB) est un exemple frappant du dynamisme et de la pertinence des solutions alternatives. Née en 1991, d'une rencontre entre un éleveur de bovins bio et un boucher en recherche de qualité, la société fédère aujourd'hui sur les quatre départements 311 éleveurs (bovins, ovins, porcins). Ses produits sont distribués par 4 bouchers et 3 grossistes, dont un salaisonnier. Elle livre aussi des bêtes à un abattoir travaillant pour Auchan. BVB fixe un prix à l'année, une garantie de prix raisonnables à la consommation. Cela n'empêche pas une croissance annuelle des volumes à

deux chiffres : +47 % en porc, +77% en bovin viande, +45 % en agneau...

Autre signe du bouillonnement d'idées qui agite la région : la Bretagne est en passe de devenir une « terre sans OGM », un des slogans de Cohérence. En 1998, la ville de Lorient a innové en excluant toute denrée contenant des organismes génétiquement modifiés pour l'approvisionnement de sa cuisine centrale qui prépare et sert 3 500 repas dans les crèches, les écoles et les foyers de personnes âgées. Depuis, l'initiative s'est étendue aux principales agglomérations bretonnes. Très réactifs à la pression des consommateurs depuis le désastre de la vache folle, de grands groupes industriels comme Glon-Sanders ou Bourgoin se sont même associés au mouvement en bannissant le soja OGM de l'alimentation de certaines de leurs productions animales.

Les militants de Cohérence compte toutefois aller plus loin. Depuis deux ans, le Crous de Lorient - une ville décidément avant-gardiste - sert, à la demande des étudiants, 250 repas bios par jour, sans subvention et sans changement de tarif. Discrètement encouragée par le Dr Lylian Le Goff (voir l'interview p. XI), membre de la mission biotechnologies de France Nature Environnement (FNE), l'idée fait son chemin auprès de directeurs de collèges (comme à Saint-Aubin-d'Aubigné, près de Rennes) ou de lycées agricoles, qui expérimentent à leur tour la démarche et mettent en place des circuits d'approvisionnement auprès des agriculteurs de leur canton. Bien qu'encore modeste ce mouvement pourrait représenter dans l'avenir un enjeu colossal. « Pour passer d'une agriculture traditionnelle à une agriculture bio ou durable, il faut forcément atteindre une masse critique, explique Renaud Layadi. Le coup de pouce que peut donner la restauration collective est essentiel, le secteur public remplissant alors une fonction sociale d'entraînement. Autre avantage : au lieu de râler contre les paysans, on construit un projet solidaire avec eux. C'est beaucoup plus efficace que le bâton réglementaire. » Des discussions, informelles, sont en cours avec d'autres villes comme Brest, Nantes, Quimper, Rennes et Saint-Brieuc. Un conseiller général du Finistère travaille sur la création d'une centrale d'achat et la Cana d'Ancenis, la grande coopérative de Loire-Atlantique, est prête à mettre à disposition son appareil de production. Si le projet voit le jour, il fonctionnera sur un bassin de population de près de 2 millions d'habitants. Un marché suffisamment large qui permettra à l'agriculture durable de devenir rentable et de se mesurer pour la première fois à armes égales avec sa rivale industrielle.

(1) On peut le consulter sur l'internet :

- site du ministère de l'Environnement : <http://www.environnement.gouv.fr>

- site d'Eau et Rivières : <http://perso.wanadoo.fr/erb>

(2) Entre autres associations : l'Union fédérale des consommateurs [UFC], la Confédération du logement et du cadre de vie [CLCV], le Centre d'étude pour une agriculture plus autonome [Cedapa], la Fédération régionale d'agriculture biologique [FRAB], la Confédération paysanne, le réseau Agriculture durable, Eau et Rivières de Bretagne, Bretagne vivante, les Amis de la Terre...

Pour contacter le réseau Cohérence : 02-97-84-98-18 ;

fax : 02-97-84-70-27 ;

netc2@wanadoo.fr

Dominique Foing